



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT
ET DE L'AMÉNAGEMENT DURABLES

objet : Circulaire relative à l'homologation des véhicules de transport de marchandises dangereuses

direction générale de la Mer et des Transports

La Défense, le 18 février 2008

Nos réf. : 08-030
Affaire suivie par :
Ariane ROUMIER
mél : ariane.roumier@developpement-durable.gouv.fr

**Le ministre de l'écologie, du développement
et de l'aménagement durables**

à

Mesdames et Messieurs les Directeurs
Régionaux de l'Industrie, de la Recherche et de
l'Environnement

Les prescriptions de l'ADR 2007 sont entrées en vigueur le 1er janvier 2007.
Toutefois, en application du 1.6.5.4 de l'ADR, les prescriptions de la Partie 9 de l'ADR 2005 peuvent être appliquées jusqu'au 31 mars 2008.

Les prescriptions de l'ADR sont complétées pour ce qui concerne l'équipement des véhicules par les prescriptions spécifiques visées aux articles 16 et 18 de l'arrêté du 1^{er} juin 2001 modifié dit « arrêté ADR » et les dispositions de l'article 11-1 de l'arrêté du 19 décembre 1958 modifiée dit « arrêté aménagement ».

La présente circulaire précise les procédures d'homologation de type « ADR » selon le point 9.1.2.2 et d'homologation nationale des véhicules à moteur ou remorqués.

Cette circulaire annule et remplace la circulaire 05-170 du 28 juillet 2005.

La date d'immatriculation d'un véhicule au sens de l'ADR est définie comme suit :

- date d'immatriculation dans une série normale au titre du code de la route pour un véhicule neuf ;
- date de la réception au titre de l'ADR d'un véhicule déjà immatriculé que le propriétaire souhaite affecter pour la première fois au transport de marchandises dangereuses ;
- date d'établissement du certificat de conformité d'un véhicule déjà immatriculé muni, lors de sa sortie d'usine, des équipements ADR couverts par une réception par type valide et que le propriétaire souhaite affecter pour la première fois au transport de marchandises dangereuses. Les véhicules immatriculés après le 1^{er} juillet 2003 doivent être conformes, a minima, à l'ADR 2001 ;
- date d'établissement du certificat d'agrément initial dans le pays d'origine pour un véhicule importé.

1. Homologation de type « ADR » selon le Règlement ECE n° 105 ou la Directive 98/91/CE

La mise en œuvre par le constructeur de l'homologation de type « ADR » telle qu'elle est définie au point 9.1.2.2 est facultative.

L'homologation des véhicules est prononcée par les DRIRE Ile de France et Rhône-Alpes.

La délivrance des numéros d'homologation et la diffusion aux Etats-membres sont assurées par la DRIRE Ile de France. Les diverses modalités administratives sont traitées par une procédure établie conjointement par les DRIRE susvisées.

Le fabricant doit justifier d'un système qualité tel que mentionné au paragraphe 7 du Règlement ECE n°105 série d'amendements 4 ou du paragraphe 4 de l'annexe II de la Directive 98/91/CE.

A compter du 1^{er} janvier 2008, un justificatif R105 série d'amendements 3 n'est plus accepté en réception par type et à titre isolé : il faut a minima une fiche de communication R105 série d'amendements 4.

A compter du 1^{er} avril 2008, un justificatif 98/91 faisant référence à l'ADR 2005 ou une version antérieure n'est plus accepté en réception par type ou à titre isolé : il faut a minima une fiche de communication visant l'ADR 2007 ou la Directive 94/55/CE modifiée 2006/89.

2. Homologation nationale des véhicules

Les véhicules doivent faire l'objet d'une réception nationale. Elle peut être réalisée soit par type, soit à titre isolé. Le modèle de notice descriptive à utiliser figure en annexe 1. La notice descriptive peut également utiliser le cadre défini par la fiche de renseignements prévue par la Directive 98/91/CE.

Les réceptions par type des véhicules à moteur, complets ou incomplets, sont prononcées par les DRIRE Ile de France et Rhône-Alpes.

Les réceptions par type des véhicules remorqués, complets ou incomplets, sont prononcées par les DRIRE en charge du constructeur du châssis du véhicule. Les réceptions par type des véhicules complétés sont prononcées par les DRIRE en charge du carrossier.

Le tableau suivant récapitule les différentes possibilités admises.

Véhicules livrés	Construction en	Opération	DRIRE compétente
incomplets	multi étapes	RPT	Véh. moteur : DRIRE Ile de France et Rhône-Alpes Véh. remorqué : DRIRE en charge du constructeur du châssis
complets	une étape	RPT	Véh. moteur : DRIRE Ile de France et Rhône-Alpes Véh. remorqué : DRIRE en charge du constructeur du châssis
		RTI	DRIRE en charge du constructeur
complétés	multi étapes	RPT	DRIRE en charge du carrossier
		RTI	DRIRE du demandeur

2.1 Réception par type

La réception par type ne concerne que les véhicules suivants ayant fait l'objet d'une réception par type au titre du Code de la route :

- véhicules neufs c'est-à-dire non immatriculés dans une série définitive ;
- véhicules complétés au titre de l'ADR (par exemple pose d'une citerne ou aménagement pour le transport d'explosifs) sous réserve que le châssis (véhicule incomplet) ait fait l'objet d'une réception par type ADR.

Cette réception donne lieu à l'établissement d'une notice descriptive (feuille blanche barrée orange) et d'un procès-verbal suivant le modèle figurant en annexe 2. Dans le cas d'une réception partielle, celle-ci précise sans ambiguïté le(s) point(s) réglementaire(s) n'ayant pas fait l'objet de la réception. La réception peut s'appuyer, le cas échéant, sur l'homologation de type « ADR » visée au point 1.

2.2 Réception à titre isolé

Si un véhicule n'a pas fait l'objet d'une réception par type, il doit faire l'objet d'une réception à titre isolé donnant lieu à l'établissement d'un procès-verbal suivant le modèle figurant en annexe 2. Cette réception ne peut concerner que des véhicules complets ou complétés et doit être autorisée par le constructeur du véhicule incomplet (modèle d'autorisation joint en annexe 3).

Cette réception à titre isolé est imposée dans les cas suivants :

- a) véhicules neufs ou usagés, non couverts par une réception marchandises dangereuses et affectés pour la première fois à ce transport ;
(par exemple, un véhicule uniquement réceptionné au titre du Code de la route et que le propriétaire souhaite affecter au transport de marchandises dangereuses)
- b) véhicules déjà affectés au transport de marchandises dangereuses et faisant l'objet d'une réception à titre isolé au titre du Code de la Route remettant en cause la conformité aux dispositions du point 9.2.3 (Equipelement de freinage) ;
(par exemple, un véhicule auquel on ajoute un ralentisseur pour augmenter les performances du freinage d'endurance et par conséquent la masse maximale de l'unité de transport au titre de l'ADR)
- c) lorsqu'elle est imposée par le procès-verbal de réception par type marchandises dangereuses ;
(par exemple, dans le cas d'une réception par type partielle)
- d) modifications des désignations de véhicule selon le 9.1.1.2 de l'ADR, visées au point 7 du certificat d'agrément, et non précédemment prévus dans la réception nationale de type ADR ;
(par exemple, la demande d'extension aux types EX/II ou EX/III d'un véhicule homologué uniquement en AT et FL)
- e) complément d'un véhicule AT, EX, FL ou OX ayant fait l'objet d'une réception nationale (barrée orange) ;
(par exemple, un porteur réceptionné par type ADR en châssis cabine pour lequel les prescriptions du chapitre 9.7 n'ont pas été vérifiées et sur lequel est posée une citerne de transport d'hydrocarbures)
- f) véhicules importés
(par exemple, un véhicule provenant d'un pays de l'UE qui est identifié à un type homologué en France).

La composition du dossier à constituer pour la réception à titre isolé figure en annexe 4.

2.3 Enregistrement des réceptions

Le constructeur de châssis est invité à demander une réception par type dès lors que le nombre de véhicules construits est supérieur à cinq par an. La réception par type est obligatoire au-delà de quinze véhicules d'un même type commercialisés dans l'année.

Pour les véhicules dont le châssis n'a pas fait l'objet d'une réception au titre de l'ADR, la comptabilisation des réceptions à titre isolé est assurée par la DRIRE en charge du constructeur du châssis du véhicule qui vise la notice descriptive des équipements ADR.

Il est possible de grouper plusieurs types Code de Route de véhicules identiques sous les points suivants: constructeur, marque et genre.

Les procès-verbaux de réception sont enregistrés par la direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement (DRIRE) qui a effectué la réception sous un numéro composé de la façon suivante :

- pour les réceptions par type :

VMDR _____

année

n° d'ordre

département

mise à jour

- pour les réceptions à titre isolé :

RTIMDR	_____	_____	_____
	année	n° d'ordre	département

La notice descriptive, le procès-verbal de réception et le certificat de conformité des réceptions par type sont transmis par la DRIRE ayant procédé à la réception à la Mission du Transport des Matières Dangereuses, à la Direction compétente du ministère chargé de l'Industrie et à chacune des DRIRE.

S'agissant d'une homologation nationale, il n'y a pas lieu d'apposer sur le véhicule une marque d'homologation.

3. Installation électrique

3.1 Matériels électriques

La conformité du matériel utilisé aux normes visées dans l'ADR doit être attestée par un document établi par le fabricant ou l'installateur, et par les procès-verbaux d'essais ou fiches de communication européennes.

Le matériel électrique conforme à la Directive 94/9/CE, concernant le rapprochement des législations des États membres pour les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles, est réputé conformes aux prescriptions de l'ADR.

3.2 Canalisations électriques

Le point 9.2.2.6 impose que les canalisations soient protégées contre les chocs, l'abrasion et le frottement. L'utilisation de câbles électriques ou de canalisations normalisés selon les normes françaises suivantes permet de satisfaire cette prescription:

- norme NF R 13-413 (juillet 1993) pour les câbles ;
- norme NF R 13-903 (décembre 1992) pour les conduits accessoires.

La conformité aux normes est établie par le laboratoire central des industries électriques (LCIE) ou un laboratoire reconnu par le ministre chargé des transports.

Toutes autres solutions techniques (dans le respect des figures du point 9.2.2.6 ou autres solutions équivalentes) permettant de protéger les canalisations contre les chocs, l'abrasion et le frottement sont acceptables.

3.3 Connexions électriques

Les prises ISO 12098 et ISO 7638 sont conformes à l'ADR.

La conformité d'autre types de connexions électriques entre le véhicule tracteur et la remorque doit être attestée par une fiche de communication ou un procès-verbal d'un laboratoire reconnu en France, faisant référence à la Directive 98/91/CE (visant l'ADR 2007 ou la Directive 94/55/CE modifiée a minima par la 2006/89 à compter du 1^{er} avril 2008) ou au Règlement ECE n°105 (modifié a minima par la série d'amendements 4 à compter du 1^{er} janvier 2008).

3.4 Moteurs électriques

Les prescriptions de l'article 16 de l'arrêté ADR sont applicables aux moteurs électriques auxiliaires tels que les moteurs d'enrouleurs, hayons élévateurs, climatiseurs, génératrices, etc., installés sur les véhicules. Elles ne s'appliquent pas aux gyrophares montés sur le véhicule.

4. Installation de freinage

L'annexe 5 précise les justificatifs réglementaires nécessaires pour la réception.

Par ailleurs, quelle que soit sa première date d'immatriculation, tout véhicule réceptionné pour la première fois au titre de l'ADR, doit répondre aux prescriptions relatives au dispositif de freinage antiblocage selon le point 9.2.3.1.1 de l'ADR.

5. Chauffage à combustion

Selon l'article 11-1 de l'arrêté du 19 décembre 1958 modifié, les dispositions techniques de la Directive 2006/119/CE modifiant la Directive 2001/56/CE s'appliquent aux véhicules équipés d'un chauffage à combustion, réceptionnés à titre isolé ou mis pour la première fois en circulation à compter du 1^{er} octobre 2007.

Un procès-verbal UTAC ou une fiche de communication européenne visant la conformité de l'installation du chauffage à combustion sur le véhicule à la Directive 2001/56/CE modifiée 2006/119, au Règlement ECE n°122 ou au paragraphe 9.2.4.7 de l'ADR sont des justificatifs donnant la conformité à l'article 11-1 de l'arrêté du 19 décembre 1958.

6. Conformité aux dispositions techniques des chapitres 9.2 à 9.7

La conformité de l'installation aux prescriptions des chapitres 9.2 à 9.7 doit être attestée par la notice descriptive de l'aménagement établie par l'installateur ou le constructeur.

7. Application de la section 9.7.6

La conformité d'un véhicule ou d'une barre anti-encastrement arrière à la Directive 70/221CEE modifiée 2000/8/CE a minima permet de répondre aux prescriptions du 9.7.6 de l'ADR.

Toutefois la barre anti-encastrement arrière doit être positionnée de façon qu'il existe un espace libre d'au moins 100 mm entre la paroi arrière de la citerne ou ses accessoires proéminents en contact avec la matière transportée et la face arrière de la barre anti-encastrement, c'est à dire la face de la BAE en regard de la paroi arrière de la citerne.

8. Application de la norme NF EN 12252 relative aux équipements des camions citernes pour GPL

Dans le cas où la citerne est construite selon la norme NF EN 12493 (relative à la conception et à la construction de citernes en acier soudées pour GPL pour véhicules citernes routiers) il faudra vérifier le respect de l'ensemble du point 7. « Equipements GPL du camion citerne » de la norme NF EN 12252 (équipements des camions citernes pour GPL) selon le chapitre 6.8.2.6 de l'ADR.

Pour le ministre et par délégation
Le Chef de la Mission du Transport
des Matières Dangereuses

Signé

Jacques VERNIER

Copie : DARQSI

ANNEXE 1

NOTICE DESCRIPTIVE D'UN VÉHICULE DESTINÉ AU TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES TYPE XXXX

0. Généralités

- 0.1 Constructeur :
- 0.1.1 Représentant accrédité pour la France :
- 0.2 Constructeur de la 2^{ème} étape :
- 0.3 Marque :
- 0.4 Type véhicule selon le Code de la route :
- 0.5 Catégorie internationale du véhicule :
- 0.6 Désignation des véhicules selon le point 9.1.1.2 :

1. Constitution générale du véhicule

- 1.1 Genre :

2. Masses et dimensions

- 2.1 Masse en charge maxi admissible en service dans l'Etat (PTAC) :
- 2.2 Charges maximales admissibles sur chacun des essieux :
- 2.3 Masse en charge maxi ensemble admissible en service dans l'Etat au titre de l'ADR :

3. Moteur

- 3.1 Moteur de propulsion et réservoirs à carburant :
 - 3.1.1 Type moteur :
 - 3.1.2 Réservoirs :
- 3.2 Moteur auxiliaire :

4. Freinage

- 4.1 Conformité du freinage :
- 4.1 Dispositif antiblocage de roues :
- 4.2 Dispositif de freinage d'endurance :

5. Limiteur de vitesse

6. Carrosserie

- 6.1 Type de carrosserie :
- 6.2 Constructeur de la citerne :
- 6.3 Type citerne :
- 6.4 Matériaux de construction de la citerne :
- 6.5 Moyens de fixations :
- 6.6 Mise à la terre :
- 6.7 Stabilité latérale :
- 6.8 Protection arrière :

7. Dispositions particulières

7.1 Equipements électriques

7.1.1 Installations électriques :

L'ensemble de l'installation est conçu, réalisé et protégé de manière à ne pouvoir provoquer ni inflammation, ni court-circuit dans les conditions normales d'utilisation des véhicules. De plus, ces risques sont minimisés en cas de chocs ou de déformations.

- Canalisations:
- Eclairage :
- Connecteurs électriques :
- Description des installations situées dans les zones 0 et 1 :

7.1.2 Alimentation électrique :

7.1.2.1 Tension :

7.1.2.2 Batteries et coffre :

7.1.2.3 Coupe circuit de batterie :

7.1.2.4 Circuits alimentés en permanence :

7.2 Prévention des risques d'incendie

7.2.1 Cabine de conduite :

7.2.2 Ecran thermique à l'arrière de la cabine :

7.2.3 Protection thermique du moteur :

7.2.4 Emplacement et protection thermique du dispositif d'échappement :

7.2.5 Type et protection du système de freinage d'endurance :

7.2.6 Chauffage d'appoint :

8. Equipements complémentaires

8.1 Equipements spécifiques des véhicules EX :

8.2 Dispositif d'attelage :

8.3 Comptage électronique :

8.4 Divers :

9. Définitions des variantes ADR

Définition de la variante	Désignation du véhicule	VARIANTES

Nota : dans la cadre d'une réception à titre isolé, la notice comportera le numéro d'identification du véhicule, le visa du demandeur et le cas échéant le numéro de réception du véhicule incomplet.

CERTIFICAT DE CONFORMITE

Nous soussignés,
certifions que le véhicule livré :

- complet*
- incomplet*
- complété*

GENRE :

MARQUE :

TYPE :

CATEGORIE :

CARROSSERIE :

NUMERO D'IDENTIFICATION :

Masse en charge maximale admissible (PTAC) :

Masse en charge maximale admissible de l'ensemble (PTRA) :

Masse en charge maximale admissible de l'ensemble au titre de l'ADR :

Désignation des véhicules selon 9.1.1.2 :

Numéro de la réception par type au titre de l'ADR (du véhicule incomplet) :

Pour les véhicules-citernes (complets ou complétés) :

Le véhicule est équipé de la citerne :

Constructeur :

Type :

Code-citerne :

Dispositions spéciales :

Numéro d'agrément :

Numéro de série :

Année de construction :

Les marchandises dangereuses autorisées au transport pour ce véhicule-citerne sont :

- celles autorisées d'après le code-citerne et toutes dispositions spéciales*
- celles figurant sur la liste des matières annexée à l'agrément de la citerne*

Pour les véhicules moteurs (complets ou incomplets) :

L'équipement spécifique du véhicule au titre de l'ADR correspond à la variante :

Le véhicule est équipé de la chaîne cinématique suivante :

- moteur :
- boîte de vitesses :
- rapport de pont :
- pneumatiques :

Pour les véhicules d'explosifs (complets ou complétés) :

Les marchandises dangereuses autorisées au transport pour ce véhicule sont :

- marchandises de la classe 1, y compris le groupe de compatibilité J*
- marchandises de la classe 1, à l'exception du groupe de compatibilité J*

** rayer la mention inutile*

- est conçu pour une utilisation selon l'arrêté du 1^{er} juin 2001 modifié (dit arrêté ADR),

- a été pourvu, dans nos ateliers, d'équipements entièrement conformes à ceux décrits ci-dessus et définis dans le dossier déposé auprès du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région aux fins de la réception visée plus haut,

- sort de nos usines (magasins), le pour être livré à :

Fait à le
(Cachet et signature)

NOTA 1 : Toute modification dans les fournitures utilisées autant que dans les équipements réalisés à l'origine, doit être signalée sans délai au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région ...

NOTA 2 : Les équipements du véhicule doivent rester conformes à leur état initial.

NOTA 3 : Un exemplaire du présent document (barré d'une diagonale orange) sera conservé à bord du véhicule pour être présenté en tant que de besoin lors des visites de contrôle "matières dangereuses".

Attestation d'équipements

Nous soussignés, , certifions que le véhicule est équipé de (*liste indicative*) :

- fixations
- équipements électriques
- chauffage autonome
- barre anti-encastrement
- équipements COV
- etc

Attestation de calcul de la stabilité latérale selon le Règlement ECE n°111

Nous soussignés (nom et adresse du constructeur), attestons que la semi-remorque/remorque:

- Marque :
- Type :
- N° de série :

est conforme aux prescriptions techniques du Règlement ECE No 111 concernant la stabilité latérale.
Cette vérification a été réalisée selon la méthode de calcul définie au point 7 de l'annexe 4 de ce règlement.
Les résultats obtenus sont :

- Hauteur calculée maximale de centre de gravité en charge pour une accélération latérale stabilisée de 4m/s^2 , $H_c =$ mm
- Hauteur du centre de gravité du véhicule ci-dessus en charge, $H =$ mm.
inférieure à la hauteur calculée $H < H_c$

Fait à , le

Le constructeur,

ANNEXE 2

MODÈLES DE PROCÈS-VERBAL DE RECEPTION

1. Réception par type

PROCES-VERBAL DE RECEPTION PAR TYPE (pour les véhicules incomplets)

Il résulte des constatations effectuées à la demande du (Représentant accrédité) du carrossier – constructeur que les équipements et aménagements décrits ci-dessus destinés à être montés sur les véhicules de catégorie internationale , genre : , de marque : , dont les types suivent :

◆

satisfait aux dispositions pertinentes du chapitre 9.2 de l'annexe B de l'arrêté du 1^{er} juin 2001 modifié dit « arrêté ADR » (ADR 2005 – ADR 2007) *(I)*

Une réception complémentaire au titre de l'ADR est obligatoire avant la délivrance du certificat d'agrément prévu au point 9.1.2.1 pour s'assurer, après le montage de la carrosserie et des équipements, de la conformité aux chapitres 9.3 à 9.7 de cet arrêté.

Selon le point 9.1.1.2, les véhicules visés ci-dessus sont réceptionnés sous les désignations :

(I) Rayer la mention inutile

Fait à , le

Vu approuvé et enregistré sous le n° VMDR-
Fait à , le

PROCES-VERBAL DE RECEPTION PAR TYPE (pour les véhicules complets ou complétés)

Il résulte des constatations effectuées à la demande du carrossier – constructeur que les équipements et aménagements décrits ci-dessus destinés à être montés sur les véhicules de catégorie internationale , genre et de marque dont les types suivent :

◆

satisfait aux dispositions pertinentes des chapitres 9.2 et, 9.3 ou 9.7 de l'annexe B de l'arrêté du 1^{er} juin 2001 modifié dit « arrêté ADR » (ADR 2005 - ADR 2007) *(I)*

Selon le point 9.1.1.2, les véhicules visés ci-dessus sont réceptionnés sous les désignations :

Les mentions particulières suivantes seront portées au point 11 du certificat d'agrément :

(I) Rayer la mention inutile

Fait à , le

Vu, approuvé et enregistré sous le n° VMDR-
Fait à , le

2. Réception à titre isolé

**Direction Régionale de l'Industrie,
de la Recherche et de l'Environnement
de la région**
Département

**PROCÈS-VERBAL DE RÉCEPTION À TITRE ISOLÉ
d'un véhicule destiné au transport de marchandises dangereuses
selon l'arrêté du 1^{er} juin 2001 modifié (1)**

Il résulte des constatations effectuées le
à la demande de , que le véhicule désigné ci-dessous :

Description du véhicule	Description de la citerne fixe
Genre :	Constructeur de la citerne :
Constructeur :	Type :
Marque :	Code-citerne :
Catégorie du véhicule :	Dispositions spéciales selon le 6.8.4 de l'ADR :
Numéro d'identification du véhicule :	Numéro d'agrément de la citerne :
PTAC: kg	Numéro de série de construction de la citerne :
Carrosserie :	Année de construction :

- est homologué, selon le point 9.1.1.2, sous la (les) désignation(s) AT - FL - OX – EX/II – EX/III (1)
- est conforme aux dispositions de l'arrêté du 1^{er} juin 2001 modifié applicables aux désignations visées ci-dessus (1)

Dispositif de freinage d'endurance (2)

☐ Non applicable

☐ L'efficacité selon le 9.2.3.1.2 de l'ADR est suffisante pour une masse totale de l'unité de transport de t (3)

Marchandises dangereuses autorisées au transport :

- Dans le cas des véhicules EX/II et EX/III (2) :
 - ☐ marchandises de la classe 1, y compris le groupe de compatibilité J,
 - ☐ marchandises de la classe 1, à l'exception du groupe de compatibilité J
- Dans le cas d'un véhicule-citerne / véhicule-batterie (2)
 - ☐ celles autorisées d'après le code-citerne et toutes dispositions spéciales
 - ☐ celles figurant sur la liste des matières annexée à l'agrément de la citerne

Mentions particulières à faire figurer sur le certificat d'agrément ADR ou le cas échéant TMD :

- Point 6 : citerne à déchets opérant sous vide (1)
- Point 10.2 :
- Point 11 :

(1) Rayer les mentions inutiles.

(2) Cocher la mention valable

(3) Indiquer la valeur du PTR (ou à défaut le PTAC) au titre de l'ADR.

Fait à , le

Montant de la redevance : €

A , le
Vu, approuvé et enregistré
sous le N° RTIMDR
Pour le Directeur

ANNEXE 3

MODÈLE D'AUTORISATION DU CONSTRUCTEUR

Je soussigné, constructeur ou importateur

autorise/n'autorise pas M (société ou personne)

à modifier le véhicule de marque, genre n° de série

afin qu'il soit équipé pour effectuer le transport de marchandises dangereuses.

- Compte tenu des équipements installés et déclarés dans la demande du transformateur, le véhicule devient conforme à un véhicule de même type ayant fait l'objet de la réception par type ADR n°VMDR

Sa désignation au sens de l'ADR est : AT - FL - OX – EX/II – EX/III **(I)**

- Compte tenu des équipements installés et déclarés dans la demande du transformateur, le véhicule ne devient pas conforme à un véhicule de même type ayant fait l'objet d'une réception par type ADR. **(I)**

(I) Rayer les mentions inutiles.

ANNEXE 4

COMPOSITION D'UN DOSSIER DE RÉCEPTION A TITRE ISOLÉ

- 1-** Autorisation du constructeur du véhicule incomplet (pour les RTI cas a)) conforme à l'annexe 3
- 2-** Désignation du véhicule selon le point 9.1.1.2 de l'ADR
- 3-** Notice descriptive Code de la route (barrée rouge)
- 4-** Procès-verbal de réception (barrée orange) ou fiche de communication R105-02 ou 98/91/CE (éventuellement)
- 5-** Notice descriptive des équipements ADR établie par le constructeur ou l'importateur à laquelle sont joints les justificatifs de conformité concernant :
 - l'équipement électrique
 - l'équipement de freinage (antiblocage, endurance et raccordements électriques)
 - la prévention des risques d'incendie
 - le chauffage à combustion
 - les aménagements spécifiques explosifs
 - le point 9.7.5 relatif à la stabilité
 - le point 9.7.6 relatif à la protection arrière
 - les fixations
 - l'article 18 de l'arrêté ADR (spécifique au porte-conteneurs)
- 6-** Notice descriptive de la citerne (barrée jaune) le cas échéant
- 7-** Plan de chargement

ANNEXE 5

JUSTIFICATIFS "FREINAGE"

Dispositif de freinage antiblocage

Remorques O4 : ABR catégorie A obligatoire	Véhicule à moteur : ABR de catégorie 1 obligatoire
<ul style="list-style-type: none">• Si 1^{ère} immatriculation après le 30/06/1993• Si 1^{er} agrément après le 30/06/2001	<ul style="list-style-type: none">• Si 1^{ère} immatriculation après le 30/06/1993 et PTAC>16t• Si 1^{ère} immatriculation après le 30/06/1995 et autorisé à tracter une O4• Si 1^{er} agrément après le 30/06/2001

Une fiche de communication ou un procès-verbal UTAC selon l'annexe 05 du Règlement ECE n°13 série d'amendements 09 a minima ou selon la Directive 71/320/CE modifiée 98/12 doit être fourni pour justifier ces prescriptions.

A partir du 1^{er} janvier 2010, les véhicules déjà immatriculés doivent être conformes selon les modalités de la note MTMD du 4 décembre 2007.

Dispositif de freinage d'endurance

Véhicule à moteur : Type IIA obligatoire
<ul style="list-style-type: none">• Si 1^{ère} immatriculation après le 30/06/1993 et PTAC>16t• Si 1^{ère} immatriculation après le 30/06/1993 et autorisé à tracter une O4

Il n'y a pas de prescriptions nouvelles. Les véhicules à moteur d'une masse maximale dépassant 16 tonnes ou qui sont autorisés à tracter un véhicule remorqué de catégorie O4 doivent être équipés d'un dispositif de freinage d'endurance satisfaisant en terme d'efficacité à l'essai de type IIA du Règlement ECE n°13 ou IIbis de la Directive 98/12/CE.

Le Règlement ECE n°13 a intégré en annexe 5, les prescriptions du point 9.2.3.3.2 de l'ADR 2001. De ce fait la fourniture d'une fiche de communication selon ce règlement permet de justifier la conformité du véhicule à ces prescriptions.

A partir du 1^{er} janvier 2010, les véhicules déjà immatriculés doivent être conformes selon les modalités de la note MTMD du 4 décembre 2007.

Spécificités de la Directive 98/12/CE

La Directive 98/12/CE n'intègre pas les prescriptions de l'annexe 5 du Règlement ECE n°13.

L'essai de type IIbis est réalisé au PTAC au lieu du PTR.

Seuls les véhicules de la catégorie N3 autorisés à tracter un véhicule remorqué de catégorie O4 sont soumis à l'essai de type IIbis.

La fourniture d'une fiche de communication 98/12/CE ne suffit donc pas pour justifier la conformité du véhicule à ces prescriptions. Un document complémentaire établi par l'autorité compétente ou le laboratoire certifié doit être joint pour répondre aux prescriptions de l'annexe 5 du Règlement ECE n°13.